



DAG-CT  
Service Achats – Gestion des biens  
Pôle juridique Marchés  
Dossier suivi par : Stéphanie MAZILLE  
Date : 11/07/2025

## ACCORD-CADRE DE SERVICES

Entretien et réfection partielle des toits  
terrasses et des toitures des sites de la  
CAF des Bouches-du-Rhône.

## Cahier des clauses particulières (CCP)

MAPA n°

202523

## SOMMAIRE

|    |  |    |
|----|--|----|
| 1. | DEFINITIONS .....                          | 2  |
| 2. | OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....              | 3  |
| 3. | STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE ..... | 5  |
| 4. | EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....     | 6  |
| 5. | PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....       | 6  |
| 6. | DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....          | 9  |
| 7. | MODALITES D'EXECUTION .....                | 11 |
| 8. | OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....             | 14 |
| 9. | LITIGE ET SANCTIONS .....                  | 25 |

## ELEMENTS CLES DU CONTRAT

|                  |  |
|------------------|--|
| Acheteur         | CAF DES BOUCHES-DU-RHONE   |
| Type de contrat  | Accord-cadre de service  |
| Structure        | Non alloti   |
| Lieu d'exécution | Département des Bouches-du-Rhône.  |
| Effet            | L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.  |
| Durée            | <p>La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 2 fois par tacite reconduction dans la limite de 3 ans à compter de sa date de prise d'effet.</p> <p>La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.</p> <p>Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.</p> |

### 1. DEFINITIONS

| Terme            | Définition   |
|------------------|--|
| <b>Contrat</b>   | : Le contrat est un marché passé en application Procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021</a> .   |
| <b>Acheteur</b>  | : <b>La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône</b> désignée « CAF des BDR » dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général. Elle est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté |
| <b>Titulaire</b> | : Le titulaire désigné <b>à l'issue de la procédure d'attribution du marché</b> est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.                      |

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1. Description des prestations

#### 2.1.1 Objet de la prestation :

Le présent accord-cadre a pour objet d'assurer les travaux d'entretien et de réparation partielle des toits terrasses et des toitures des sites de la CAF des Bouches-du-Rhône mentionnés à l'article 2.1.2 du présent cahier des clauses particulières (CCP).

Il est rappelé au titulaire que l'organisme doit assurer des missions de service public et qu'en conséquence, les prestations demandées doivent être exécutées sans retard avec une diligence particulière.

La description de l'ouvrage et de ses spécifications techniques sont fixées à l'article 6 du présent document ainsi que dans les annexes du présent document.

#### 2.1.2 Lieux d'exécution :

Les prestations s'exécutent sur les sites ci-après :

| NOMS ET ADRESSES   | DESCRIPTIF  | COMPOSITION   |
|--|---|---|
| SIEGE SOCIAL<br>215 CHEMIN DE GIBBES<br>13014 MARSEILLE  | Ensemble des toitures terrasses ;<br>Voir plan et vue aérienne joints.<br>Avaloir entrées Parking couvert                                       | Toiture terrasse à étanchéité multicouche à base de bitume élastomère sur support béton à pente nulle avec isolant thermique. Etanchéité de type Elastophene flam 180-25 SOPREMA, sans protection lourde. Végétalisation                |
| SITE DE DESAUTEL<br>1 RUE DESAUTEL<br>13008 MARSEILLE  | Ensemble des toitures terrasses<br>Voir plan et vue aérienne joints.<br>Avaloir entrée Parking couvert  | Étanchéité par membrane de type UNOSINT 25 EL et UNOVEL 25 E sur complexe d'isolation thermique type ROXON et pare vapeur avec protection par gravillon et dalles sur plots   |
| SITE DE MALAVAL<br>15 RUE MALAVAL<br>13002 MARSEILLE   | Ensemble des toitures terrasses<br>Voir plan et vue aérienne joints.  | Étanchéité par membrane auto protégée bi-couche sur plancher béton sans protection lourde<br>Étanchéité par membrane auto protégée bi-couche sur complexe d'isolation thermique de type polyuréthane et protection lourde par gravillon |
| SITE DE MARIGNANE<br>QUARTIER DE LA<br>CALAGOVIERE – AVENUE<br>J.F KENNEDY<br>13700 MARIGNANE        | Ensemble des toitures terrasses et parking extérieur, chéneau métallique<br>Voir plan et vue aérienne joints.<br>Avaloir entrée Parking couvert | Étanchéité par membrane auto protégées bi-couches de type ELASTOPHENE FLAM et SOPRALENE FLAM sur complexe d'isolation thermique de type polyuréthane protection lourde par gravillon et dalles  |
| SITE D'ARLES<br>1, RUE JEAN GIONO<br>13200 ARLES   | Ensemble des toitures et terrasses<br>Voir plan et vue aérienne joints<br>Avaloir sur parking extérieur   | Étanchéité par membrane auto protégée bi-couche sur complexe d'isolation thermique en polyuréthane protection par lourde gravillon<br>Chenaux périphériques   |
| SITE D'AIX-EN-PROVENCE<br>135, RUE ROGER MARTIN<br>– IMMEUBLE LE<br>PHOEBUS<br>13100 AIX-EN-PROVENCE | Ensemble des toitures tuiles<br>Voir plan et vue aérienne joints.   | Couverture tuiles terre cuite<br>Chenaux périphériques  |

|   |   |  |
|---|---|--|
| MAISON SOCIALE<br>D'AUBAGNE<br>ALLÉE R. GOVI – ZAC<br>DES DÉFENSIONS<br>13400 AUBAGNE | Ensemble des toitures tuiles<br>Voir plan et vue aérienne joints. | Couverture tuiles terre cuite<br>Chenaux périphériques |
|---|---|--|

Les plans de chaque site figurent en annexe 2 « Pièces graphiques » du présent CCP.

En cas d'ouverture ou fermeture d'un site, la société est informée par courrier ou par mail et un avenant est établi entre les cocontractants, pour acter de la moins-value ou de la plus-value.

### 2.1.3 Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement dûment complété et signé,
- Le présent règlement de la consultation et son annexe
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Attestation de visites de maintenance semestrielle,
  - Annexe 2 : Pièces graphiques (plans et vues aériennes des sites),
- Le cadre de réponse financier incluant le bordereau de prix unitaires, le forfait de maintenance préventive et le devis quantitatif estimatif
- Le bordereau de réponse,
- Le mémoire technique obligatoire venant préciser les éléments du bordereau de réponse,

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi sont conservés par la C.A.F. des BDR.

**La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.**

#### Documents généraux

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le décret n°2018- 1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ainsi que le code de la santé publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le CCAG FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **CAF DES BOUCHES-DU-RHONE**, représenté par YVES FASANARO, DIRECTEUR GENERAL.

### Adresse et coordonnées :

*CAF DES BOUCHES-DU-RHONE  
Service Achats - Gestion des Biens  
TSA 21333  
13348 MARSEILLE CEDEX 20*

## 2.3. Correspondants

Les cocontractants conviennent de désigner des correspondants privilégiés pour suivre l'exécution du marché.

### 2.3.1 Correspondants administratifs

**Mme Nathalie BOSCA**, Responsable du Service Achats- Gestion des Biens

Tél : 04.91.05.54.92

Courriel : [nathalie.bosca@caf13.caf.fr](mailto:nathalie.bosca@caf13.caf.fr)

**Mme Stéphanie MAZILLE**, Acheteur

Tél : 04.91.05.54.10

Courriel : [stephanie.mazille@caf13.caf.fr](mailto:stephanie.mazille@caf13.caf.fr)

### 2.3.2 Correspondants techniques

**M. Bruno BOILEAU**, Responsable du pôle maintenance

Tél : 04.91.05.51.68

Courriel : [bruno.boileau@caf13.caf.fr](mailto:bruno.boileau@caf13.caf.fr)

**M. Claude MANUGUERRA**, Technicien pôle maintenance

Tél. : 04.88.57.52.78

Courriel : [claudemanuguerra@caf13.caf.fr](mailto:claudemanuguerra@caf13.caf.fr)

### 2.3.3 Correspondants de la société

Les correspondants privilégiés seront ceux indiqués par le prestataire dans le bordereau de réponse.

En cours de marché, dans l'hypothèse où le correspondant du titulaire est indisponible pour quelque raison que ce soit, il est tenu d'en désigner un nouveau dans les plus brefs délais et d'en informer immédiatement la CAF des Bouches du Rhône.

## 3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée ouverte (articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique).

### 3.2 Allotissement et étendue du marché

Le présent accord-cadre n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La globalisation et l'optimisation opérationnelle de la prestation en un seul lot ont pour objectif des gains financiers et de diminuer des coûts de gestion importants.

Il est mono- attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

## OBJET ET ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Lot unique à bons de commande avec maximum –

**Montant maximum 140 000 € HT** pour toute la durée de l'accord-cadre (reconductions incluses).

### 3.3 Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

## 4. EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1 Effet du marché

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.

### 4.2 Durée du marché

La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 2 fois par tacite reconduction dans la limite de 3 ans à compter de sa date de prise d'effet.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5 PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1 Prix de l'accord-cadre

#### 5.1.1 Nature des prix :

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes.

Il est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande.

**Les prix forfaitaires** comprennent les prestations à quantité fixe de maintenance préventive, soit deux visites annuelles.

Les prix sont fixés dans le cadre de réponse financier, éventuellement négocié.

La notification du présent accord-cadre vaut bon de commande des prestations de maintenance préventive pour l'intégralité de la durée initiale. Chaque reconduction de l'accord-cadre a la même valeur pour la durée de la reconduction concernée.

Les prix doivent être indiqués en H.T. et en T.T.C.

**Les prix unitaires** sont appliqués sur les prestations de maintenance corrective.

Les prix sont fixés dans le cadre de réponse financier incluant le bordereau de prix unitaires et le devis quantitatif estimatif, éventuellement négociés. Seuls les prix unitaires sont contractuels.

A chaque besoin, un devis est établi par le prestataire soumis à la validation du Responsable Pôle Maintenance de la C.A.F. des BDR, pour établissement du bon de commande qui est notifié par mail ou d'un marché subséquent dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCP.

En tout état de cause, seules peuvent être facturées les interventions validées par un responsable de la CAF sur la base d'un devis fourni dans un délai de 48 heures ouvrées, au plus tard, à compter de l'identification de la prestation à réaliser. Le prestataire s'engage à ne pas appliquer un coefficient de vente supérieur au coefficient qui est mentionné dans l'acte d'engagement.

La CAF se réserve le droit de demander au prestataire, la copie de la facture d'achat.

### **5.1.2 Variation des prix :**

Les prix sont révisibles à la date anniversaire du contrat en cas de reconduction.  
L'indice (A0) de départ est celui du mois de la remise des offres par le titulaire.

Les prix pourront être révisés par application des formules de révision de prix ci-dessous :

#### **A / Formule de révision pour les prix unitaires**

$$P = PO \times [0,15 + 0,85 \frac{A}{A_0}]$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé.

PO : est le prix au jour de la remise des offres.

A<sub>0</sub> : est la valeur de l'index de référence « BT53 Etanchéité Base 2010 » connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire.

A : est la valeur de ce même index de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date anniversaire du contrat.

#### **B / Formule de révision pour les interventions d'un cordiste et pour les coûts supplémentaires de main d'œuvre ainsi que les frais de déplacement**

$$P = PO \times [0,15 + 0,65 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IME_0} + 0,20 \frac{PSDNR2-FSD2}{PSDNR2-FSD2_0}]$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé.

PO : est le prix au jour de la remise des offres.

ICHT-IME<sub>0</sub> : est la valeur de l'indice n° 001565183 connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire.

ICHT-IME : est la valeur de ce même indice n° 001565183 pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date anniversaire du contrat.

PSDNR2-FSD2<sub>0</sub> : est la valeur de l'indice de référence connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire.

PSDNR2-FSD2 : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date anniversaire du contrat.

Si les indices ne sont pas publiés à la date anniversaire du contrat, une révision provisoire doit être réalisée avec les derniers indices connus. Celle-ci sera réajustée et deviendra définitive lors de la publication des indices du mois précédent la date anniversaire du contrat.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit adresser au Groupe Ordonnancement un mail [caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr](mailto:caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr), détaillant la révision en fournissant les justificatifs de variation de l'indice retenu et ce dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire.

En cas de dépassement de ce dernier, la révision des prix ne pourra pas être acceptée, celle-ci devra faire l'objet d'une nouvelle demande à la prochaine date anniversaire du contrat.

En cas d'omission, la CAF des BDR se réserve la possibilité de réclamer l'application de la révision.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

### 5.1.3 Contenu des prix :

Les prix du marché sont réputés comprendre de façon non exhaustive :

- Toutes les prestations définies au présent contrat sans restriction,
- Les frais de déplacement, de logistique, de tests et de personnel,
- La pose du matériel,
- La dépose du matériel remplacé,
- La fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations,
- Les frais d'assurance,
- Les frais d'entretien,
- Toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et les règles de sécurité sur les lieux de travail (SPS),
- Toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations,
- L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et les nettoyages après prestations,
- La prise en compte de l'incidence de l'intervention des entreprises en site occupé,

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

### 5.1.4 TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## 5.2 Conditions de paiement

### 5.2.1 Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, l'option A s'applique.

#### Versement de l'avance :

L'accord cadre étant à bons de commande sans minimum, l'avance peut être versée à la demande du titulaire (dans l'acte d'engagement) pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

#### Remboursement de l'avance :

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

### 5.2.2 Présentation des demandes de paiement :

Seules les prestations effectivement exécutées, donnent droit à un paiement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur 2 années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

La facture adressée à la C.A.F. des BDR est établie selon la forme suivante :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références de la procédure,
- Le montant hors T.V.A. des prestations,



- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et la signature avec la mention « Décompte certifié sincère et véritable » (dans le cas où la facture n'est pas un original).

Les factures doivent être libellées en français.

La facturation peut faire l'objet d'une mise au point lors de la notification du contrat.

**Le titulaire doit impérativement joindre aux factures, la copie du ou des bons d'intervention.**

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier. La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation de la CAF des Bouches-du-Rhône « Chorus Pro ».

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

### 5.2.3 Périodicité des paiements :

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous 30 jours (joindre un R.I.B. lors d'une première facture).

#### **Intérêts moratoires :**

**Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.**

**Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.**

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par la CAF des BDR. Le délai des 30 jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 € au titre des pénalités de retard.

## 6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 6.1 Description générale

**Le marché est à obligation de résultats.**

Toutes les prestations doivent être exécutées dans les règles de l'art.

Tout manquement entraînant la détérioration totale ou partielle d'éléments d'étanchéité donne lieu à leur remplacement ou à leur réfection par le titulaire du marché sans compensation financière.

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône attend du prestataire, que les ouvrages soient parfaitement entretenus.

Lors de ses interventions, l'entreprise doit prévoir si nécessaire tous moyens d'accès aux différents points des bâtiments, objet de son marché. (Échelles, nacelle, ligne de vie ou autres...) y compris les demandes d'autorisation auprès des services concernés (Exemple : Autorisation de voirie auprès des services techniques des mairies).

Après chaque passage, une fiche détaillée de l'intervention (annexe 1 du présent CCP) est remise par mail au Pôle Maintenance ([CAF13-maintenance@caf13.caf.fr](mailto:CAF13-maintenance@caf13.caf.fr)) avec le détail des prestations réalisées, du temps passé et de toutes les observations jugées utiles.

## **6.2 Maintenance préventive : visites périodiques systématiques**

Le titulaire doit effectuer les visites suivant un planning détaillé établi en relation avec le responsable du Pôle Maintenance de la CAF au début de chaque période :

1/ Visites semestrielles fixées la deuxième quinzaine de Mars et la deuxième quinzaine de septembre. Le titulaire doit se présenter dans chaque immeuble muni de l'annexe I au CCP « fiches de visites obligatoires » et est obligatoirement accompagné par un technicien du Pôle Maintenance de l'organisme.

Tous manquements à un rendez-vous sur site sans en avoir averti au préalable ce technicien fait l'objet d'une pénalité pour retard d'exécution tel que défini à l'article 9.1 pénalités du présent CCP.

Toutes les visites sont planifiées et se font en présence d'un représentant de l'organisme afin de faciliter les accès, vérifier le bon déroulement des opérations d'entretien et signaler les fuites éventuelles.

Le titulaire est tenu de s'y conformer après accord sur les dates et heures comprises dans les créneaux horaires suivants :

**du lundi au vendredi de 8H à 12H et de 13H à 16H30**

### **6.2.1 Prestations**

**A chaque visite le titulaire doit effectuer les prestations suivantes :**

#### **6.2.1.1 Terrasses**

- Griffage du gravillon sur toute la surface des toitures terrasses,
- Enlèvement des mousses, végétations et débris de toutes sortes quelle que soit la nature et l'importance des objets trouvés sur la terrasse,
- Nettoyage des chéneaux, crapaudines et entrées d'eau pluviale,
- Répartition du gravier déplacé,
- Petites réparations comprenant le recollage des relevés, la réparation des surfaces abîmées sur ces relevés et habillages des Joints de dilatation,
- Vérification de tous les puits de jour, intégrité des dômes polycarbonate,
- Vérification du bon fonctionnement et nettoyage de toutes les évacuations d'eaux pluviales,
- Vérification de l'état des couvre-joints de dilatation horizontaux et verticaux,
- Vérification de l'état des garde-grève.

#### **6.2.1.2 Couverture tuiles**

- Vérification de l'état de la toiture dans toutes ses parties,
- Nettoyage des tuiles de courant (grattage de mousse, balayage et enlèvement de détritux),
- Nettoyage des chéneaux et gouttières,
- Vérification du bon état des évacuations d'eaux pluviales y compris des descentes verticales jusqu'au regard pied de chute,
- Vérification du bon état des tuiles de faîtage, arêtières, rivés et noués,
- Remplacement de tuiles si nécessaire (au maximum 15 par toiture),
- vérification des étanchéités des parties d'ouvrage d'évacuation technique (sortie toiture VMC ou ventilation naturelle).

Cette liste de tâches n'est pas exhaustive ; il appartient au titulaire de procéder à toutes les interventions préventives nécessaires dont, par sa technicité, il a connaissance, pour éviter ou retarder au maximum les grosses réparations.

#### **6.2.1.3 Avaloirs**

- Nettoyage et curage de tous les avaloirs situés à l'entrée des parkings.

### **6.2.2 Travaux divers rapports annuels**

Le titulaire doit procéder à l'élagage des branches d'arbres qui frottent sur les relevés d'acrotère de certains immeubles.

Au cours de sa visite annuelle, le titulaire doit établir un rapport sur l'état de chaque terrasse ou toiture. Ce rapport doit être composé des éléments suivants :

1. un plan de repérage des bâtiments concernés par l'entretien,
2. la liste des désordres constatés et classés par ordre de priorité pour le maintien de l'efficacité des toitures
3. les photos des désordres avant et après prestations.

L'état des bâches équipant les skydômes de certains immeubles doit être mentionné (sans chiffrage).

- 4 des devis détaillés des réparations proposées.

Ce rapport chiffré doit parvenir obligatoirement à la C.A.F avant le 1er mai de chaque année, sauf la première année où il est fait en même temps que la première visite.

Une pénalité est applicable si les rapports ne sont pas transmis dans les délais à l'Organisme conformément aux stipulations du CCP.

### **6.2.3 Interventions à la demande de l'organisme**

Le titulaire doit répondre à toute demande de l'organisme dans l'intervalle séparant les visites obligatoires afin de remédier à toutes défaillances et entretien signalés.

**Pour les prestations hors maintenance préventive, l'entreprise doit intervenir impérativement dans un délai de 4 heures après appel téléphonique confirmé par e-mail par le responsable du pôle maintenance ou le responsable du secteur achat – immobilier - logistique.**

## **6.3 Les prestations à effectuer en sus du forfait annuel**

Il s'agit essentiellement des interventions demandées par l'organisme à la suite des visites systématiques et qui ne sont pas dues à un mauvais entretien de la part du titulaire ou d'interventions à la suite d'un incident.

Ces prestations font l'objet d'un bon de commande.

Les prix sont issus du bordereau de prix unitaires et comprennent :

- Le prix du forfait déplacement,
- Le montant HT et TTC des prestations.

Les prix et les surfaces à réaliser sont vérifiés par l'organisme.

Lorsque l'intervention porte sur des réparations non visées dans le BPU, un marché subséquent est rédigé sur la base d'un devis dans les conditions de l'article 7.2.

## **6.4 La périodicité d'intervention pour la maintenance préventive**

Dans tous les cas, deux visites annuelles minimum d'entretien sur tous les sites sont obligatoires.

Toutefois, si le prestataire propose dans son offre un nombre plus important de passages, ceux-ci deviennent contractuels.

Un tableau sur 12 mois glissant est remis à la CAF dès notification du marché.

En cas d'urgence (fuite d'eau...) :

Le prestataire s'engage à intervenir sous 4 heures maximum à compter de l'appel téléphonique confirmé par e-mail avec le personnel et le matériel nécessaire.

# **7 MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

## **7.1 Modalités de passation des bons de commandes**

### **7.1.1 Pour la maintenance préventive**

La notification du présent accord-cadre vaut bon de commande des prestations de maintenance préventive pour l'intégralité de la durée initiale.

Chaque reconduction de l'accord-cadre a la même valeur pour la durée de la reconduction concernée.

### **7.1.2 Pour la maintenance curative**

L'exécution de l'accord-cadre est réalisée par bons de commande au sens des articles R2162-13 & 14 du Code sur la base des prix du BPU voire de devis en cas d'autres demandes pouvant entrer dans le périmètre du présent marché.

Pour chaque prestation, un devis conforme à l'offre du candidat est soumis au Responsable du Secteur Achats – Immobilier – Logistique de la CAF ou au Responsable du Pôle Maintenance qui, après validation, le transmet au Service Achats- Gestion des Biens de la CAF pour établissement d'un bon de commande.

Dans un souci d'efficacité la société doit établir des devis détaillés poste par poste, indiquer le prix unitaire de chaque poste et la quantité exacte, conformément à son offre éventuellement négociée.

Il en est de même pour les prestations hors bordereau, pour lesquelles un marché subséquent est établi. Le prix unitaire et la quantité doivent être détaillés.

Tous les devis non conformes à ces exigences sont rejetés.

Les bons de commande émis par le service Achats de la C.A.F des BDR sont notifiés par mail.

Chaque bon de commande émis par le service achats de la CAF des Bouches-du-Rhône indique :

- le nom et la raison sociale du titulaire,
- la référence du marché,
- la date et le numéro de bon de commande,
- la désignation du site d'intervention,
- la nature de la prestation à réaliser avec la référence de l'article du BPU,
- le prix H.T et T.T.C de la prestation conformément aux dispositions financières mentionnées dans le BPU ou le devis remis par le titulaire,
- le montant total H.T et T.T.C de la commande,
- la signature du Directeur ou d'un délégataire

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG, lorsqu'une commande appelle des observations de la part du titulaire, il doit les notifier sous 2 ouvrés suivant sa réception.

Le délai d'exécution des bons de commande commence à courir à compter de la date de leur notification.

Le titulaire ne peut procéder à une quelconque exécution sans bon de commande ou devis dûment signé par Paul GISSINGER, Sous-Directeur, Direction de l'administration générale et des conditions de travail ou un délégataire habilité.

Pour information : il s'agit de Monsieur Patrick LAFROGNE et Madame Nathalie BOSCA.

Toute intervention réalisée sur bon de commande signé par une personne autre ou sans bon de commande, est réputée ne pas avoir été demandée par la CAF. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour obtenir le paiement de la prestation.

La CAF peut commander des prestations jusqu'à la date d'échéance du marché dans la limite du montant maximum prévu.

## **7.2 Modalités de passation des marchés subséquents**

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, la CAF peut être amenée à demander la réalisation de prestations se rapportant à l'objet du marché mais non couvertes par le bordereau de prix unitaires inclus dans le cadre de réponse financier.

Lorsque les travaux demandés font appel à des fournitures figurant majoritairement dans le BPU (+ de 50 % du montant total H.T. du devis), un bon de commande est établi par la CAF.

Dans le cas contraire, des marchés subséquents peuvent être établis.

Ainsi, le titulaire de l'accord-cadre devra remettre une offre avec les éléments techniques, que le pouvoir adjudicateur étudiera.

Sur la base de l'offre remise par le titulaire et après acceptation de cette dernière par l'organisme, un marché subséquent sera rédigé et adressé au titulaire.

A la survenance du besoin d'un marché subséquent, le titulaire est invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Il doit justifier par écrit, en cas d'absence de réponse, de son impossibilité de répondre.

Le marché subséquent s'exécute à sa notification au titulaire, formalisée par l'envoi du marché subséquent au titulaire signé par le Directeur Général de la CAF des Bouches-du-Rhône.

### **7.3 Actes modificatifs**

Toute modification au présent cahier des clauses particulières entraînera un acte modificatif pour accord des deux parties signataires, dans les conditions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Aucun acte modificatif n'est établi concernant toute modification relative à la réglementation du travail. L'application est immédiate.

### **7.4 Prestations similaires**

Dans le cadre de prestations similaires à la réalisation de ce marché, la CAF se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent contrat par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément aux conditions décrites à l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Un nouveau contrat est alors négocié et conclu entre les parties.

### **7.5 Clause de non-exclusivité**

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent accord-cadre ne peut fournir les services demandés par la CAF des Bouches-du-Rhône pour des raisons techniques, alors la CAF se réserve la possibilité de faire appel à une autre entreprise afin de satisfaire son besoin.

Toutefois, le montant total H.T. des commandes passées avec une entreprise tiers ne peut dépasser les 20% du montant maximum fixé par le présent accord cadre.

### **7.6 Constatation de l'exécution des prestations**

#### **Un bon d'intervention doit être délivré pour toute prestation.**

Des opérations de vérifications simples sont réalisées au moment des interventions, conformément à l'article 28.1 du CCAG. Elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur et sont effectuées par le personnel désigné.

Elles ont pour objet d'effectuer les contrôles rapides (examen sommaire) liés au respect de la commande.

Des opérations de vérifications approfondies (portant notamment sur la recherche de vices de fabrication, défauts de matières, contenu des conditionnements) sont effectuées dans les 20 jours francs suivant la date d'intervention du titulaire.

Elles consistent à un contrôle sur place de :

- la qualité de la réalisation,
- la solidité du résultat,
- la propreté du travail et l'absence de dégradations,

Le silence gardé par la Caisse d'Allocations Familiales vaut admission sans réserve des prestations.

Pendant cette période, toute anomalie pourra entraîner l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations concernées.

Le titulaire s'engage à récupérer et à remplacer les matériels identifiés comme non conformes aux spécifications du marché sans coût supplémentaire. Ainsi, la reprise des matériels se fera à la charge exclusive du titulaire qui en assurera le retour à ses frais et devra procéder à une nouvelle livraison sans frais supplémentaire.

Le remplacement des matériels rejetés sera fait dans les délais indiqués par le représentant de l'acheteur. Un délai maximal de 5 jours ouvrés pourra être imposé.

Les prestations rejetées ne seront pas payées. Si le règlement a déjà été effectué, la valeur des prestations défectueuses sera remboursée par le titulaire au prix de règlement du marché.

A l'issue des vérifications approfondies, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison. Passé ce délai, les marchandises admises deviennent propriété de l'administration.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, le titulaire est informé de chaque non-conformité ou dysfonctionnement répété ou repéré au cours de l'exécution du marché par téléphone, mail ou courrier selon les cas.

Le titulaire a l'obligation d'apporter des réponses écrites aux non-conformités et dysfonctionnements signalés, dans les 4 jours ouvrés à compter du signalement.

## **7.7 Garanties des prestations**

L'article 33 du CCAG FCS est applicable.

## **7.8 Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

# **8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

## **8.1 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire doit :

- Respecter la législation sociale en vigueur pour le personnel qu'il emploie,
- Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution du marché.

## **8.2 Développement durable**

La CAF des BDR a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en imposant au titulaire le respect d'une clause environnementale obligatoire.

Le Titulaire veille à ce que la réalisation de la prestation s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements.

Il utilise les méthodes et produits les plus respectueux de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

### **8.2.1 Charte chantier Intervention à faible impact environnemental**

Les objectifs de chantier à faible impact environnemental s'évalueront au travers des préoccupations majeures suivantes :

- Optimisation de la gestion des déchets de chantier,
- Réduction des nuisances, pollutions et consommations de ressources engendrées par le chantier.

### **8.2.2 Optimisation de la gestion des déchets de chantier**

La gestion des déchets de bâtiment est un enjeu environnemental essentiel pour l'avenir de la filière BTP.

Les déchets de bâtiment, dont le tonnage est aussi important que celui des déchets ménagers, n'échappent pas au renforcement de la réglementation en matière d'élimination (stockage limité en juillet 2002 aux seuls déchets ultimes) et les orientations de la politique des déchets (lois de 1975 et 1992) insistent sur la prévention et la valorisation des déchets. Cependant, dans les plans départementaux et régionaux d'élimination des déchets, les déchets du bâtiment ont été peu souvent pris en compte.

Aujourd'hui, il devient donc urgent de trouver des solutions pour minimiser la production de ces déchets, pour développer le tri, la collecte sélective et les filières de valorisation.

Pour optimiser la gestion des déchets de chantier, le Maître d'Ouvrage souhaite que l'entreprise réponde de manière très précise successivement aux trois étapes clés suivantes :

- 1) La préparation technique : réduire les déchets à la source, quantifier les déchets et anticiper l'organisation du tri (zones de stockage et de circulation, logistique interne).
- 2) La gestion du chantier : assurer le suivi de la qualité du tri, assurer la valorisation des déchets en relation avec les filières locales et veiller à la traçabilité des déchets.
- 3) Plan de gestion des déchets

Les déchets sont préférentiellement triés par type, tout au long du chantier en fonction de ses contraintes et des potentialités des filières de valorisation locales telles que définies dans les plans de gestion départementale des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics (circulaire du 15 février 2000) ou dans les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés, ou à défaut de plan, les potentialités des filières locales disponibles à des distances de l'ordre de 30 km au maximum du chantier (distance ordinairement prise en compte dans les plans départementaux).

Afin de faciliter la valorisation, le Maître d'Ouvrage veille, lorsque le site le permet, à organiser le stockage des différents déchets sur une aire de regroupement où les déchets seront entreposés dans différents contenants en fonction de leur catégorie.

Le repérage se fait, par exemple, grâce à des pictogrammes avec une signalétique simple (codes de couleur et représentation simplifiée par type de déchet).

Les niveaux de tri sont à adapter selon les filières locales existantes (par exemple, Déchets Inertes, métaux, bois, plastiques, papiers/cartons, Déchets Industriels Banals (DIB) en mélange, Déchets Dangereux (DD)).

Dans le cadre du développement durable, aucun produit chimique ne doit être utilisé pour déboucher ou nettoyer les réseaux d'évacuation.

En cas de recyclage, un bordereau CERFA doit être remis à la CAF des Bouches-du-Rhône.



### 8.2.2 Respect des critères de gestion et de revalorisation des déchets lors de la phase réfection

| PREOCCUPATIONS  | CARACTERISTIQUES   | CRITERES  |
|---|--|---|
| Optimiser la production de déchets chantier                                       | Dispositions prises pour réduire la production de déchets à la source              | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Choisir des produits, procédés et systèmes générant moins de déchets lors de la mise en œuvre.</li> <li>✓ Choisir des produits dont les emballages génèrent moins de déchets.</li> <li>✓ Limiter les chutes grâce à un plan de réservations soigné.</li> <li>✓ Mettre en place des procédures pour limiter les casses.</li> <li>✓ <u>Utiliser des outils formels (ex : outils informatiques de calepinage).</u></li> <li>✓ Impliquer l'ensemble des acteurs qui contribuent collectivement à l'efficacité de réduction des déchets à la source.</li> </ul>   |
| Valoriser au mieux les déchets en adéquation avec les filières locales existantes | % minimum de déchets valorisés (par rapport à la masse totale des déchets générés) | <p>Cette valorisation des déchets peut être une valorisation énergie ou matière, mais il convient de privilégier la valorisation matière. La valorisation des déchets est une exigence lorsque les filières existent dans un rayon de 30 km.</p> <p>Une bonne gestion des déchets suppose la mise en place d'un certain nombre de dispositions, illustrées ci-dessous par des exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>Quantification des déchets de chantier par catégorie :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Déchets Inertes (DI) : béton, briques, etc.</li> <li>✓ Déchets Industriels Banals (DIB) : métaux, verre, plastiques, etc</li> <li>✓ Déchets Dangereux (DD) : peintures solvants, amiante, etc.</li> </ul> </li> <li>✓ <b>Recherche des meilleures filières locales de valorisation :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Identification des filières locales d'élimination et de valorisation des déchets inexistantes (Cf. analyse du site),</li> <li>✓ Information sur la nature et le coût d'élimination,</li> <li>✓ Choix de la filière la plus satisfaisante sur un plan environnemental et économique mais privilégier autant que possible la valorisation à des solutions de type stockage ou incinération.</li> <li>✓ Effort de réemploi ou de recyclage, notamment pour les déchets inertes (concassage et réemploi en VRD), les emballages et certains DIB (métal, verre et bois non traités).</li> </ul> </li> </ul> |
| S'assurer de la destination des déchets   | Traçabilité à travers le % minimum de bordereaux de suivi récupérés.               | <p>Assurer la qualité du tri, de façon à limiter le nombre de bennes refusées / déclassées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Taux de collecte des bordereaux, ceux-ci mentionnant la destination des déchets,</li> <li>✓ Parmi les déchets réglementés on compte les déchets suivants : amiante, DIS, emballages, etc ...</li> </ul>   |

### 8.2.3 Réduction des nuisances, pollutions et consommations de ressources engendrées par le chantier

Le Maître d'Ouvrage souhaite remédier aux différentes nuisances, pollutions en mettant en place différentes mesures.

Les nuisances acoustiques proviennent :

- des matériels et équipements de chantier,
- du trafic,
- des modes opératoires adoptés,
- éventuellement du comportement du personnel.

La pollution de l'air se manifeste par :

- des émissions de poussières provenant : du trafic des engins par temps secs, du percement et de la découpe des matériaux, de chantiers non nettoyés,



- des mauvaises odeurs dues : aux vapeurs de carburants, aux matériaux et produits utilisés.

Les nuisances visuelles sont générées par :

- la dégradation des abords,
- les salissures sur la voie publique,
- la dégradation des clôtures,
- le dépôt de déchets.

| PREOCCUPATIONS                          | CARACTERISTIQUES  | CRITERES   |
|---|---|--|
| Limiter les nuisances                   | <p>Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de limiter les nuisances du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Nuisances acoustiques</li> <li>➤ Nuisances visuelles</li> <li>➤ Nuisances dues à la poussière.</li> </ul> | <p>Exemples de dispositions pour limiter les nuisances :</p> <p><b>1) Acoustiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Matériel de chantier en conformité avec la réglementation et en bon état.</li> <li>✓ Positionnement du matériel en fonction des points sensibles environnants (si les contraintes du site le permettent).</li> <li>✓ Privilégier des techniques de mise en œuvre limitant les nuisances acoustiques.</li> <li>✓ Gérer le trafic.</li> <li>✓ Utiliser des engins et du matériel insonorisés ainsi que des protections auditives.</li> <li>✓ Planifier les tâches pour minimiser leur impact sur le voisinage (horaires, durée, simultanéité...).</li> <li>✓ Implanter un système de mesurage en continue des bruits du chantier afin d'informer les responsables du chantier (meilleure connaissance de l'impact de leurs opérations) et les riverains.</li> </ul> <p><b>2) Visuelles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Palissades entretenues.</li> <li>✓ Grillage autour de l'aire de stockage des déchets.</li> <li>✓ Nettoyage quotidien des abords du chantier.</li> </ul> |
| Limiter les pollutions                  | <p>Définition et mise en place d'une stratégie de moyens permettant de limiter les pollutions engendrées par le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pollution de l'air (incluant odeurs)</li> </ul>   | <p>Exemples de dispositions pour limiter les pollutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Nettoyage journalier des voiries et du chantier.</li> <li>✓ Interdiction stricte des brûlages.</li> <li>✓ Respecter les surfaces d'espaces verts existantes pendant toute la durée des travaux.</li> </ul>  |
| Limiter les consommations de ressources | <p>Définition et mise en place d'une stratégie permettant de limiter les consommations de ressources engendrées par le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Consommation d'énergie</li> </ul>  | <p>Exemples de dispositions pour limiter les consommations de ressources :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Suivi des consommations d'eau et d'énergie pendant le chantier.</li> </ul>   |

## 8.3 Clause d'insertion sociale – insertion par l'activité économique

### 8.3.1 Modalités de mise en œuvre d'une action d'insertion.

Le titulaire peut réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise titulaire dispose d'une totale liberté de choix, tout au long de l'exécution du contrat, entre trois possibilités pour atteindre l'objectif fixé dans son offre :

1ère possibilité : recours à la sous-traitance d'une partie du contrat à une entreprise d'insertion (EI),

2ème possibilité : Mutualisation des heures d'insertion : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du contrat.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une entreprise de

travail temporaire (ETT) conformément à aux dispositions prévues dans l'accord du 7 septembre 2005 relatives aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L 1251-7 du code du travail,

3ème possibilité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du contrat.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, parmi les candidatures présentées ou validées préalablement par Emergence(S).

Le public bénéficiaire des clauses sociales est défini par l'article L. 5132-1 du code du travail relatif aux structures d'insertion par l'activité économique. Concrètement, peuvent notamment être concernées les personnes relevant des catégories administratives suivantes :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les allocataires du R.S.A demandeur d'emploi ou ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de faible niveau de qualification ou sans expérience professionnelle,
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique),
- les Demandeurs d'Emploi de plus de 50 ans.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Service Public de l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Le référent est M. JOHAN TILMANT, chargée de mission à l'Association Emergence(S) / Association d'animation du PLIE dont les coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 04 96 11 55 25 – 06 30 41 48 60,
- mail : [jtilmant@emergences-asso.fr](mailto:jtilmant@emergences-asso.fr)

A la demande de ce référent, le Titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas d'absence ou de refus de transmission de ces éléments, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer les pénalités contractuelles définies ci-après.

Par ailleurs, en cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir Adjudicateur pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs de l'entrepreneur, dans les conditions fixées au CCAG.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer la CAF des B.D.R. par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référent susmentionné étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieures de personnes en insertion formées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

### **8.3.2 Gestion des données personnelles dans le cadre du Règlement général sur la protection des données**

Conformément à l'article 8.7 du présent CCP, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Ainsi, le titulaire est garant de la confidentialité et la protection des données personnelles qui lui seront transmises dans le cadre des actions d'insertion.

Le titulaire est par ailleurs informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera également

confiée à l'Association Emergence(S). Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

L'Association Emergence(S) est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée,

et/ou

- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : [jtilmant@emergences-asso.fr](mailto:jtilmant@emergences-asso.fr) ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données sis 5 rue de la République, CS 12383, 13215 Marseille Cedex 2.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## 8.4 Sécurité et conditions de travail

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations. Le prestataire et son personnel doivent :

- respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la CAF des BDR,
- respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu,
- fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc ...,
- faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Tout agent devra être en mesure de présenter sa carte professionnelle à toute réquisition.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

## 8.5 Assurances

Le titulaire doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile tant à l'égard de la C.A.F que des tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante et particulièrement pour les dommages corporels. Elle doit couvrir l'ensemble du dommage.

L'entreprise doit fournir une police d'assurance.

L'attestation doit émaner du siège social de la compagnie d'assurance ou d'un des agents généraux et indiquer précisément :

- La nature de la prestation couverte,
- Les montants garantis, qui doivent toujours être suffisants pour couvrir les dommages immatériels et matériels,
- La période de validité.

Le titulaire du marché adressera chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, une attestation détaillée précisant qu'elle est à jour de ses cotisations pour l'année en cours et les garanties accordées.

## **8.6 Clause de confidentialité**

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même.

Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF des Bouches-du-Rhône à la société restent la propriété de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF des Bouches-du-Rhône.

La CAF des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF des Bouches-du-Rhône pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## **8.7 Protection des données personnelles**

Le titulaire et la CAF des Bouches-du-Rhône qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

## **8.8 Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **8.9 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à la CAF des Bouches-du-Rhône une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **8.10 Modifications en cours de contrat**

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- à la cession de tout ou partie de l'activité.

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

## **8.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.



Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

## **8.12 Cession partielle ou totale d'activité par le titulaire du fonds**

Dans le cadre d'une cession partielle ou totale d'activité quelle qu'en soit la forme, **le changement de titulaire implique la fourniture par ce dernier des documents fournis par le cédant au stade de la candidature.**

**A défaut, le contrat est résilié.**

Le cessionnaire présenté par le cédant devra être agréé et la cession est matérialisée par la signature d'un acte modificatif au contrat initial.

**Sans la fourniture de tous les documents, l'avenant de cession ne peut être signé et ainsi le contrat est résilié de plein droit.**

**L'acceptation de la cession entraîne à l'égard du cessionnaire, l'obligation de reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.**

## **8.13 Réparation des dommages**

Conformément à l'article 8.1 du CCAG FCS les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

## 8.14 Travail dissimulé

### 8.14.1 Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du Travail

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;
- 3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

- 1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

### 8.14.2 Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, la Société confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation. En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

**Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F., cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.**



## 8.15 Obligation de fournir tous les 6 mois les attestations visées à l'article L 8222-1 du Code du Travail (lutte contre le travail dissimulé)

Le prestataire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois jusqu'à la fin du contrat les attestations requises aux articles L 8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail.

Pour remplir cette obligation, le titulaire peut fournir les pièces ci-dessous énumérées :

L'attestation de fourniture de déclaration sociale (attestation URSSAF) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat datant de moins de six mois,

si l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants :

- soit un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés,
- soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle ou doivent être mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivrerait qu'une seule attestation / an, le titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Pour les candidats de l'Union Européenne les documents équivalents.

**Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.**

## 9 LITIGE ET SANCTIONS

### 9.1 Pénalités

#### 9.1.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans la réalisation des prestations pour lesquelles un délai d'exécution, une période ou une date limite a été fixée, il lui est appliqué les pénalités journalières ci-après :

| PÉNALITÉS APPLICABLES  | UNITÉ  | MONTANT H.T. |
|--|--|--------------|
| <b>DÉFAUT DE SERVICE</b>   |  |              |
| Non-respect du planning des visites de maintenance préventive et transmission hors délais des rapports | Par site   | 80,00 €      |
| Le retard dans la prise en charge des interventions urgentes ou à la demande                           | Par heure de retard dans la limite de 50 heures par an | 50,00 €      |
| Non-respect du délai de remise des devis   | Par jour ouvré de retard                               | 30,00€       |
| <b>DÉFAUT DE REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>   |  |              |
| Transmission hors délais des rapports de sur le passage préventif                                      | Par jour de retard dans la limite de 30 jours par an.  | 50,00 €      |
| Le cas échéant, non communication des documents demandés par l'association Emergence                   | Par manquement   | 50,00 €      |

| PENALITES DIVERSES   |                         |         |
|--|-------------------------|---------|
| Le cas échéant, non-respect des heures d'insertions indiquées dans l'offre | Par heure non réalisée  | 20,00 € |
| Non-respect par le personnel du titulaire de la Charte de la laïcité       | Par manquement constaté | 20,00 € |
| DÉFAUT DE MATÉRIELS ET DE TENUES   |                         |         |
| Absence d'une tenue de travail adaptée                                     | Par agent               | 50,00 € |

Le montant de la pénalité est déduit de la facture des prestations concernées.  
Les pénalités sont cumulables sans préjudice de l'application d'une éventuelle réfaction.

### 9.1.2 Pénalités en cas de non-exécution

Les prestations non exécutées ne seront pas réglées.

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer une demande, en dehors des cas posés par les articles 7.5 du présent CCP, celui-ci encourt une pénalité de 100 €.

### 9.1.3 Pénalités pour non-respect des obligations sociales

Le titulaire du contrat encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221 – 3 à L 8221 – 5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224 – 1, L 8224 – 2 et L 8224 – 5 du code du travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF des BDR peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

## 9.2 Sanctions

### 9.2.1 Substitution du titulaire en cas de défaillance

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, en sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre le processus de résiliation, en cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au contrat qui ne peut être exécutée du fait du titulaire, et après une mise en demeure restée sans effet pendant 5 heures, la CAF peut recourir de plein droit à un tiers qui se substituera au titulaire.

Une simple consultation est menée pour choisir le tiers.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.  
La même disposition est applicable pour le cas où le contrat est résilié aux torts du titulaire.  
La décision qui prononce la résiliation le mentionne.

### 9.2.2 Résiliation pour faute du titulaire avec mise en demeure

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### 9.2.3 Résiliation pour faute du titulaire sans mise en demeure

La CAF des B.D.R. peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,

- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application de l'article R2143-3 du code la commande publique a été reconnue inexacte.

#### **9.2.4 Résiliation pour motif d'intérêt général**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

#### **9.2.5 Clause de sauvegarde**

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et sans mise en demeure en cas d'augmentation supérieure ou égale à 4 % des prix unitaires fixés initialement au contrat.

### **9.3 Litiges**

#### **9.3.1 Règlement amiable**

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions de l'article 46.1 et suivants du CCAG – FCS.

#### **9.3.2 Arbitrage**

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018 se référant au titre IV du code de procédure civile, en cas de litige relatif à l'exécution du présent accord-cadre, les parties font appel à l'arbitrage pour tenter de résoudre le différend.

A l'initiative de l'une ou l'autre des parties, une désignation commune de l'arbitre retenu est faite d'un commun accord.

Un compromis d'arbitrage est signé.

#### **9.3.3 Compétence de juridiction**

A défaut de solution amiable, tout litige concernant cette opération sera de la compétence exclusive des Tribunaux dont la juridiction s'étend à la Commune de Marseille.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Marseille  
6 rue Joseph Autran  
13006 Marseille  
Téléphone : 04 91 15 50 50  
E-mail : tj-marseille@justice.fr

#### **Liste des dérogations au CCAG FCS :**

- L'article 2.1.3 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 7.1.2 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.
- L'article 7.6 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG.
- L'article 9.1.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG.
- L'article 9.2.1 du contrat déroge à l'article 45 du CCAG.